Congrès du NPA: Porter le projet communiste révolutionnaire en s'adaptant à la nouvelle situation

Contribution de la Tendance CLAIRE en vue d'une plateforme pour le congrès du NPA

Porter le projet communiste révolutionnaire en s'adaptant à la nouvelle situation

Comme à chaque congrès du NPA depuis sa fondation, nous entendons soumettre au vote la décision que soit enfin créée une véritable organisation communiste révolutionnaire. Il faut donc décider enfin de rompre avec le projet de construire le NPA comme parti anticapitaliste mais non révolutionnaire : le NPA soutient certes les luttes et dénonce le capitalisme comme les gouvernements, mais il refuse d'assumer le projet du communisme autogestionnaire, de défendre l'objectif d'un pouvoir des travailleur/se-s comme moyen politique pour exproprier les capitalistes et mener à bien la transformation révolutionnaire de la société par sa réorganisation globale.

C'est d'autant plus nécessaire de renouer avec un vrai projet politique que, par manque de programme clair, de stratégie et de volonté, le NPA est en crise chronique, incapable de se construire, frisant même désormais la nécrose. De ce point de vue, au-delà des meetings qui ont connue une certaine affluence et de la sympathie populaire réitérée pour Philippe Poutou, la faiblesse du recrutement durant la campagne présidentielle, sans parler des résultats électoraux très bas, a confirmé clairement que cette campagne ne pouvait nullement relancer la construction du parti : c'est bien ce que nous avions expliqué lors de la conférence nationale de juillet 2021, à l'encontre de la plupart des autres plateformes qui prétendaient « sauver le parti »… par sa participation aux élections !

Au lieu de vouloir persister dans l'impasse en ne changeant rien ou pas grand-chose à la ligne politique générale, ou de semer des illusions sur la refondation révolutionnaire du parti, qui n'est plus possible de l'intérieur pour autant qu'elle l'ait jamais été, il devient impératif de tirer les conséquences de la crise permanente du projet même du NPA. Car si le NPA est en échec, c'est qu'il n'est ni un petit parti communiste

révolutionnaire, ni un parti centriste massif – mais juste un tout petit parti centriste, qui ne peut donc gagner ni une identité forte, ni une influence réelle dans un paysage dominé à gauche par les réformistes.

I. La situation internationale ne cesse de se dégrader pour les classes ouvrières et les peuples, malgré des résistances multiformes

La situation mondiale, marquée par les dégâts de l'épidémie du Covid dans tous les pays, est polarisée désormais par la montée des tensions géostratégiques et militaires entre les grandes puissances, par la crise économique, dont le déclenchement a été accéléré par la guerre en Ukraine, par l'aggravation de la crise écologique, rendue spectaculaire par le dérèglement climatique, mais aussi par la progression inquiétante des forces politiques réactionnaires (notamment d'extrême droite), par l'insuffisance globale des mobilisations ouvrières et populaires dans presque tous les pays du monde – et accessoirement par l'incapacité des organisations trotskystes à se construire.

1) Montée des tensions géostratégiques et militaires entre grandes puissances

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a marqué un tournant dans la situation mondiale, préparé par les montées des tensions entre grandes puissances depuis plusieurs années. Ces tensions s'expliquent par le développement inégal du capitalisme, notamment depuis la crise de 2008. Le phénomène le plus important est la montée en puissance spectaculaire de la Chine, devenue deuxième puissance mondiale, principale concurrente économique des États-Unis et qui commence désormais à devenir sa rivale militaire, comme l'a montré la récente crise autour de Taïwan et plus généralement la course aux alliances et aux armements que subit la zone Asie-Pacifique. De son côté, la Russie n'a certes pas connu une croissance économique comparable à celle de la Chine, mais elle s'est sortie au début des années 2000 de la décennie d'effondrement terrible qui a suivi la chute de l'URSS dans les années 1990, elle a profité de la montée du prix des matières premières et des énergies et la dictature de Poutine a réussi à rétablir l'ordre favorable aux affaires des oligarques et des mafias d'État, en matant les résistances nationales (Tchétchénie), sociales et politiques et en multipliant les occasions de restaurer la prétendue « grandeur » de la sainte Russie. À une plus petite échelle, des puissances régionales comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou la Turquie ont également réussi à se développer sur le plan économique et à imposer ponctuellement leurs intérêts géopolitiques.

Or cette montée en puissance de la Chine, de la Russie et de quelques autres ont signifié un affaiblissement relatif des États-Unis et des impérialismes européens. Celui-ci s'est manifesté notamment dans les mandats lamentables de Trump, qui n'était pas le candidat de la bourgeoisie états-unienne, l'échec des États-Unis en Irak et en Afghanistan, l'échec de la France au Sahel et son recul général en Afrique au profit de

la Chine, des États-Unis, de la Russie, voire de la Turquie, la large paralysie de l'Union européenne et sa crise (Brexit, tensions entre les atlantistes et les amis de la Russie, entre les intérêts des bourgeoisies nationales dominantes…), etc.

La conséquence inévitable de ces évolutions des rapports de force entre les puissances et les blocs est la montée des tensions, qui inclut désormais un caractère militaire avec une reprise de la course aux armements qui ne concerne plus seulement les États-Unis, la Russie, et la Chine, mais aussi l'Europe, à commencer par l'Allemagne, sa première puissance, ou encore l'Australie. Malheureusement, les pronostics ne peuvent à ce stade qu'être pessimistes, car l'inflation et les tendances à la récession vont se développer encore, les rivalités économiques sur des marchés restreints ne peuvent que s'exacerber et la nature même du capitalisme impérialiste inclut la guerre comme mode de résolution des conflits au-delà d'un certain niveau de tension entre grandes puissances, surtout quand les nouvelles progressent vite tandis que les anciennes déclinent lentement…

Les révolutionnaires doivent être au premier rang de la dénonciation de ces conflits et notamment de ces guerres qu'engendre le capitalisme. Les classes ouvrières et les peuples en sont les premières victimes. C'est pourquoi nous avions dénoncé les guerres des Etats-Unis et de ses alliés (dont la France, sauf en 2003) en Irak et en Afghanistan, souhaitant la défaite de l'impérialisme comme le moindre mal et soutenant en conséquence la résistance à la guerre et à l'occupation. De même, tout en dénonçant les pressions des impérialistes occidentaux pour dominer l'Ukraine depuis des années et notamment y implanter leurs capitaux, nous dénonçons la guerre ouverte par la Russie contre l'Ukraine et soutenons inconditionnellement la résistance héroïque du peuple ukrainien (qui implique évidemment son droit de se procurer des armes par tous les moyens, y compris auprès des Occidentaux), tout en n'apportant aucun soutien, mais en combattant politiquement, l'orientation de Zelensky et son état-major (notamment ses tentations autoritaires sur le plan social et jusqu'au-boutistes sur le plan militaire). Le mieux est évidemment qu'un accord de paix intervienne le plus tôt possible, même s'il implique par définition des compromis entre les belligérants. Il suppose avant tout l'arrêt de l'invasion russe et le retrait des troupes russes, mais aussi la neutralité de l'Ukraine (renoncement à entrer dans l'OTAN) et l'arrêt de la revendication des territoires du Donbass et de la Crimée par l'État ukrainien et l'État russe, au profit du seul droit à l'auto-détermination des populations habitant ces territoires – ce qui suppose l'arrêt immédiat des combats et un véritable processus démocratique pendant plusieurs mois, aboutissant à des référendums, sous contrôle international.

À Taïwan, il est crucial de tout faire pour éviter la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis car cela risque d'aboutir à terme à une guerre, laquelle pourrait vite devenir mondiale et nucléaire. Par conséquent, il faut s'opposer à la fois aux provocations de l'État états-unien et de l'État chinois, qu'elles soient déclaratives, diplomatiques ou militaires. Il faut combattre aussi les forces politiques de la bourgeoisie taïwanaise, qui se divisent entre partisans d'une indépendance *de jure* de

Taïwan et un rapprochement accru avec l'Occident (notamment le parti au pouvoir, le Parti démocrate progressiste, PDP ou Minjindang), et d'autres favorables au rattachement à la Chine. Selon les sondages, la population semble elle aussi divisée sur la question et tout indique que ce serait pour elle un piège lourd de dangers si elle se laissait entraîner dans cette polémique par les partis bourgeois. Il faut au contraire qu'elle trouve la voie de l'indépendance politique à l'égard de ces partis, que les travailleur/se-s développent leurs propres organisations et continuent de faire avancer leurs revendications sociales et démocratiques.

De façon générale, nous dénonçons les interventions impérialistes, la course aux armements, le militarisme et le nationalisme des impérialistes, qui sèment la mort et le chaos parmi les peuples au profit principal des capitalistes. Il est crucial de montrer par l'analyse et l'explication communistes révolutionnaires qu'il ne s'agit pas là d'erreurs particulières, et encore moins de bêtise ou de coups de folie de tels ou tels dirigeants, mais bien d'effets inévitables du capitalisme. En même temps, il faut mettre en œuvre une politique anti-impérialiste et antimilitariste concrète, qui unisse les organisations ouvrières et populaires pour faire pression sur les gouvernements et dénoncer leurs logiques de guerre ou de préparation de guerre.

2) Aggravation de la crise écologique, rendue spectaculaire par le dérèglement climatique

La multiplication et l'aggravation des canicules, des feux de forêt, des inondations, de la sécheresses et des tempêtes sont en train de faire prendre conscience à une échelle massive de la réalité du dérèglement climatique prédit depuis des années par les écologistes et le GIEC. Les gouvernements eux-mêmes se sentent obligé-e-s de faire croire qu'ils ont compris le problème et qu'ils agissent pour en limiter les dégâts. Mais en réalité les mesures prises sont ridiculement insuffisantes, au-delà des effets de manche : contre les bourgeois plus ou moins sincèrement convertis à l'écologie et contre les forces écologistes bourgeois, nous devons montrer que les catastrophes écologiques en cours ont comme cause et comme moteur incessamment renouvelé la poursuite du développement capitaliste.

Contre les écologistes réformistes, nous devons montrer que les capitalistes n'accepteront jamais des mesures qui les empêchent de continuer à faire du profit, et que ces mesures sont donc pour la plupart illusoires, au-delà de celles compatibles avec le capitalisme vert, qui ne sauraient suffire à sauver la planète. En même temps, le front uni pour des mesures écologistes, même partielles, à quelque niveau que ce soit, doit être construit dès que possible afin de mobiliser, conscientiser et radicaliser les gens.

3) Progression inquiétante des forces politiques réactionnaires, notamment d'extrême droite

Sur le plan des forces politiques, la situation des dernières est marquée par la montée

en puissance des réactionnaires et notamment de l'extrême droite. C'est vrai d'abord dans les régimes dictatoriaux, où les maigres acquis démocratiques ont été balayés. En Chine, Xi Jinping a ajouté à la répression des opposants politiques la généralisation de la surveillance technologique des masses, le matage des grèves et manifestations ouvrières (alors qu'elles étaient en ascension dans les années 1990-2000) et la répression totalitaire, voire génocidaire des Ouïghours. En Russie, Poutine fait régner la terreur sur les opposants, il a achevé le sale boulot d'Eltsine en exterminant des dizaines de milliers de Tchétchènes et en rasant leurs villes et il a multiplié les coups de force en Ukraine dès qu'elle a commencé à échapper à son contrôle (annexion de la Crimée, instrumentalisation des luttes sociales au Donbass pour en prendre le contrôle). Quant aux pays qui ont connu le « printemps arabe » en 2011, on sait que la guerre civile continue de ravager la Syrie à cause d'Assad, soutenu par Poutine, que l'Égypte est redevenue rapidement une dictature après l'insurrection qui avait chassé Moubarak et même la Tunisie est en train de subir une dérive à droite de la part du président Saïed qui rêve de rétablir le régime de Ben Ali.

Mais les régimes des États bourgeois « démocratiques » ont aussi connu des reculs importants, avec l'arrivée de présidents autoritaires, menaçant même les règles des institutions, comme Trump aux États-Unis, Bolsnonaro au Brésil, Modi en Inde. Si les pays d'Europe n'en sont pas encore là, hormis la Hongrie d'Orban, on y voit à l'œuvre les mêmes tendances, avec non seulement le durcissement des lois sécuritaires depuis des années, mais aussi la montée en puissance inquiétante des forces d'extrême droite, notamment en France, en Italie, aux Pays-Bas et même dans l'État espagnol.

Face à cela, il est indispensable de prendre à bras le corps les tâches et les enjeux de la lutte antifasciste, à la fois sur le plan de l'analyse et de la propagande générales (qu'on ne doit pas laisser aux démocrates bourgeois, petits-bourgeois ou réformistes) et sur le plan des luttes. Celles-ci elles-mêmes passent à la fois par une politique de front uni des organisations traditionnelles (à commencer par les syndicats) pour des mobilisations de masse contre les idées et les actions de l'extrême droite, et par une attention particulière à l'auto-défense des organisations et des militant-e-s politiques, féministes, antiracistes, laquelle requiert des alliances entre groupes antifascistes, en évitant tout sectarisme et tout conflit évitable : qui ne sait soigner ses ami-e-s ne pourra mater ses ennemi-e-s !

4) Insuffisance globale de mobilisations ouvrières et populaires

Face aux conséquences de la crise du capitalisme, aux conflits croissants entre les grandes puissances, aux catastrophes écologiques et à la montée des réactionnaires et de l'extrême droite, les classes ouvrières et les opprimé-e-s résistent de façon continue, quotidienne, irréductible, mais les luttes politiques, les luttes collectives à large échelle et *a fortiori* les victoires se font rares. La crise du Covid et son instrumentalisation par les gouvernements ont mis fin à certaines et ont empêché celles qui, en d'autres circonstances, auraient été possibles. Mais surtout, depuis que le pire est passé, les luttes n'ont pas repris dans la plupart des pays du monde. Il est fort possible que cela

soit le signe de colères qui couvent et qui pourraient exploser à l'occasion de licenciements, de pics inflationnistes, de violences policières ou de famines… Mais les changements assez importants de la situation internationale depuis 2020 rendent les pronostics très incertains.

L'émeute populaire du Sri Lanka au printemps a certainement été l'événement le plus important des derniers mois, puisqu'elle a été massive, spontanée, et abouti à la chute du gouvernement ; mais la répression déployée par le nouveau président, avec le soutien des principales forces politiques et des bureaucraties syndicales, a réussi pour le moment à mettre fin à la mobilisation, qui a aussi souffert d'un manque de programme clair et d'organisations indépendantes.

La lutte des travailleur/se-s et des peuples du Chili d'octobre 2019, qui avait été canalisée par la convocation de la Constituante, mais avait aussi nourri les travaux de celle-ci, a abouti à un texte progressiste, mais celui-ci a été rejeté par référendum le 4 septembre, à cause du front uni de la bourgeoisie et de ses puissants médias, ainsi que du refus du gouvernement Boric de satisfaire les revendications en s'en prenant aux intérêts des capitalistes.

L'élection de Boric en décembre, comme celle de Castillo au Pérou avant lui et comme sans doute Petro en Colombie demain (sans parler de Lula au Brésil s'il est élu en octobre et qui s'est d'ores et déjà allié avec tout un secteur de la bourgeoisie !) montrent que les masses ouvrières et opprimées cherchent des solutions politiques, surtout que dans ces pays d'Amérique latine elles l'ont fait d'abord et avant tout dans la rue, mais elles continuent souvent d'être dupées par les réformistes, qui les trahissent dès leur arrivée au pouvoir.

En Europe, les luttes pour les salaires dans un certain nombre de pays, dont le Royaume-Uni, sont peut-être le début d'une vague internationale, mais il est encore trop tôt pour le dire.

5) Faiblesse et concurrence des « internationales » trotskystes

Sur le plan des organisations qui se réclament du trotskysme et qui ont une certaine existence internationale (« Quatrième Internationale-Comité international » (ex-SU), TMI/IMT, CIO/CWI, IST/TSI, LIT, FTQI, UIT, LIS/ISL, UCI, « Quatrième internationale » lambertiste…), force est de constater que toutes participent (à leur façon) aux luttes des pays où elles ont des implantations, qu'elles font preuve de capacités à publier régulièrement des analyses et orientations, à former des militant-e-s, à construire leurs structures et d'autres (syndicats, associations, AG, comités…), à prendre des positions sur les questions internationales les plus importantes… mais aucune ne se développe de façon flagrante. Ces organisations font chacune tourner leur « boutique », annoncent parfois triomphalement leurs moindres réussites (mais taisent souvent leurs échecs, crises et autres scissions…), alignent des listes de « sections » dans un certain nombre de pays (même quand il s'agit en fait de groupes minuscules)… mais aucune

n'est en mesure de s'imposer comme force réellement plus influente ou même plus dynamique que les autres. Au fond, chacune se contente de ce qu'elle est, croit avoir réglé les questions de programme et de stratégie en ayant trouvé la vérité et la plupart ont même renoncé à s'intéresser aux autres, à critiquer leurs positions, *a fortiori* à discuter… Chacune croit qu'à la Fin des Temps, l'Histoire lui donnera raison – et en attendant, que la meilleure gagne !

Le résultat est qu'une grande énergie est gaspillée, puisqu'une bonne partie des tâches, des analyses et des orientations sont réalisées de façon parallèle même quand elles se ressemblent fort (or ce n'est pas parce que les capitalistes restructurent les entreprises pour rationaliser » la production en vue d'augmenter leurs profits qu'il faut à l'inverse démultiplier les entités redondantes !). Il y a certes des divergences, parfois profondes, mais elles ne sont évidemment pas systématiques et, si certaines relèvent de questions de principe (comme la participation ou le soutien à des gouvernements bourgeois), ce n'est pas le cas de la plupart. Les divergences d'analyse, d'orientation, de priorités de construction et *a fortiori* de tactiques sont légitimes, mais elles méritent discussion et ne sont pas toujours telles qu'elles puissent justifier l'existence d'organisations différentes – et d'ailleurs une bonne partie des organisations existant actuellement sont issues de scissions plus ou moins anciennes. Souvent, les rancœurs remontant à des passés lointains, les traditions qui se sont instaurées, les habitudes prises déterminant des « styles » différents, le sectarisme si fréquent et en fait souvent les simples intérêts d'appareil sont des facteurs beaucoup plus forts pour expliquer le maintient d'organisations séparées que les divergences de fond, souvent réelles, mais parfois seulement supposées. Inversement, il est tragi-comique de constater comme les organisations les plus hostiles sont capables de s'unir… quand l'État les force à le faire, comme pour les élections en Argentine, où le FIT (alliance électorale qui a permis des relatifs succès, du moins à ses débuts) n'a nullement vu le jour parce que les organisations qui le composent l'ont souhaité… mais parce que c'était une condition pour avoir le droit de participer aux élections.

L'absurdité de cette situation de concurrence entre organisations objectivement proches, dès qu'on prend du recul et qu'on la ramène aux enjeux des luttes politiques contre le capitalisme, l'impérialisme, les États, les bureaucrates et les réformistes… contribue à ce que beaucoup de militant-e-s, s'ils/elles ne sont pas fanatisé-e-s ou cessent de l'être (ou bien sûr s'ils/elles n'ont pas de « postes », matériels ou symboliques, déterminant l'essentiel de leur fidélité), arrêtent de militer au bout d'un certain nombre d'années. Globalement, le maintien des organisations est dû au fait que les nouveaux/nouvelles recruté-e-s remplacent ceux/celles qui cessent de militer. Ce qu'on construit d'un côté, ou pendant une période de quelques années, on le perd de l'autre, ou durant la période suivante.

Selon nous, il serait temps qu'au moins des discussions entre les organisations qui se réclament du trotskysme s'ouvrent au niveau international, que les vraies divergences soient mises sur la table et discutées publiquement, que des élaborations communes soient faites quand c'est possible (à commencer par les questions internationales, qui

sont à la fois les plus importantes objectivement et souvent celles pour lesquelles les enjeux d'appareil sont les moindres), que des campagnes communes soient menées (même sur les simples questions de solidarité, les organisations trotkystes actuelles en sont incapables !).

Par ailleurs, il serait temps que tou-te-s les trotskystes acceptent réellement la démocratie, admettent que les positions internes sont *nécessairement* diverses, que des majorités et des minorités issues de votes sont légitimes, etc. On sait combien il est absurde et contre-productif, à l'échelle de l'histoire de chaque orrgnisation, de régler les divergences avec des scissions et/ou des exclusions, qui empoisonnent et en fait paralysent le trotkysme depuis toujours, mais que le poids extérieur du stalinisme ne peut évidemment plus expliquer. Pour nous, le droit de fraction et de tendance relève des principes (et c'est la meilleure façon d'éviter des séparations, même s'il faut aussi limiter les logiques d'appareil en interne), l'unité de l'organisation est forcément relative si l'on ne veut pas faire une secte et si l'on se place à l'échelle du temps long et la discipline dans l'action l'est encore plus quand il ne s'agit pas de préparer l'insurrection pour demain…

II. Situation nationale : l'inflation et la relative faiblesse du pouvoir ouvrent des perspectives de lutte, et la dynamique de l'Union populaire offre une opportunité pour les révolutionnaires

1) Tripolarisation des forces politiques

En France, le résultat de la séquence électorale a ouvert une situation inédite : Macron n'a gagné la présidentielle qu'en raison du jeu institutionnel et du « front républicain » contre Le Pen, et il se retrouve minoritaire à l'Assemblée nationale. Cet échec l'affaiblit politiquement, mais sans l'empêcher de nuire car la droite n'a pas l'intention de faire chuter le nouveau gouvernement, mais entend le laisser mener sa politique, tout en faisant pression pour qu'elle soit la plus droitière possible. L'entrée en force du Rassemblement national ne fait que refléter, quoique de façon minorée par l'absence de proportionnelle, la réalité d'un vote d'extrême droite massif et de plus en plus ancré, notamment dans les catégories populaires de certains territoires ruraux, périurbains ou urbains sinistrés. Enfin, la France insoumise réalise un progrès important, avec Mélenchon en troisième position à la présidentielle, talonnant Le Pen de seulement 1,2 point, et avec un quasi-quintuplement du nombre de ses député-e-s (de 3 à 13% de l'ensemble des député-e-s) – tandis que les autres partis de la coalition NUPES augmentent légèrement le nombre de leurs député-e-s respectif/ve-s.

Il ne s'agit certes là que d'une modifications des rapports de forces entre les courants politiques institutionnels, qu'il ne faut pas surestimer, mais elle n'en reflète pas moins des évolutions réelles dans la conscience politiques des gens, avec la constitution de trois blocs idéologiques. D'un point de vue social et générationnel, Macron a le soutien d'une grande majorité de la bourgeoisie et d'une bonne partie des classes moyennes

(petite bourgeoisie non salariée et cadres salariés, surtout du secteur privé), notamment parmi les personnes âgées ; il est en revanche honni par les classes populaires. L'extrême droite a le soutien d'une minorité de la bourgeoisie (socle du vote Zemmour), d'une partie de la petite bourgeoisie (commerçants, artisan-e-s, paysan-ne-s), mais aussi d'une majorité relative de l'électorat populaire blanc qui vote (ouvrier-e-s et employé-e-s des territoires ruraux, périurbains et urbains sinistrés). L'UP et la NUPES, enfin, ont le soutien d'une grosse minorité de l'électorat ouvrier, employé et des quartiers populaires (surtout l'UP), ainsi que des cadres moyens (surtout du secteur public), et la majorité relative chez les jeunes (surtout l'UP là encore).

Cette tripolarisation n'est cependant pas figée, mais va pourvoir évoluer s'il y a des luttes sociales et politiques. Sur le plan des luttes sociales, à ce stade (rentrée 2022, avant la journée d'action syndicale prévue le 29/09 et la « marche sur Paris » proposée par LFI), on ne peut pas savoir si elles vont être importantes, mais il y a des raisons d'espérer qu'elles le soient. D'une part, elles ont subi un coup d'arrêt avec la crise Covid, alors qu'elles avaient plutôt repris entre le mouvement contre la loi travail en 2016 et la lutte contre la réforme des retraites fin 2019, en passant par le grand et inédit mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019. Mais, d'autre part, l'inflation (à laquelle s'ajoute le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs) pousse aux luttes pour les salaires, il y a eu des frémissements en ce sens au printemps et la multiplication des mobilisations au Royaume-Uni montre que cela pourrait très bien arriver aussi en France. De plus, l'augmentation de l'inquiétude sur le réchauffement climatique dans toute la population, suite à la popularisation des idées écologiques et à l'été caniculaire, rend possible un regain des luttes pour le climat. Enfin, la multiplication des violences policières, y compris les meurtres pour « refus d'obtempérer », sur fond de montée des idées d'extrême droite, pourrait entraîner des explosions de colère dans les quartiers populaires.

2) Perspectives de luttes

La priorité des révolutionnaires est évidemment de se tenir prêt-e-s à participer à toutes ces luttes si elles éclatent, de pousser en ce sens (notamment en utilisant quand c'est pertinent l'appel à des journées d'action syndicales et politiques, même si les dirigeant-e-s n'ont aucun plan d'ensemble et ne prévoient aucune suite) et d'œuvrer à leur auto-organisation, à leur coordination et à leur radicalisation.

Il est essentiel de mener une politique de front uni, c'est-à-dire de tout faire, du niveau local au niveau national, pour mener des actions communes avec l'ensemble des forces qui contestent, même de façon partielle et incohérente, la politique du patronat et du gouvernement. Dès que des occasions se présentent, nous devons proposer et pousser à la construction de fronts unis, afin de multiplier les possibilités de mobilisations, d'aider les travailleur/se-s et les jeunes à reprendre confiance dans leurs forces collectives, à discuter ensemble, à s'organiser, à passer à l'action. C'est possible avant tout avec les syndicats du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, Solidaires…), les

associations de lutte (écologistes, antiracistes, féministes…), les petites organisations politiques d'extrême gauche (LO, NPA, POID, autonomes, anarchistes…), les organisations de la gauche réformiste (FI, Ensemble, POI, PCF), voire les organisations de la gauche bourgeoise (PS, Verts) si, sous la pression des précédentes, elles voient leur intérêt politique dans une participation (certes forcément molle) aux actions syndicales ou politiques visant à mobiliser les travailleur/se-s. Nous ne pouvons pas empêcher cette participation des organisations de la gauche bourgeoise aux mobilisations, mais devons évidemment rappeler leur opportunisme et l'hypocrisie de leurs déclarations, tant les politiques libérales menées quand elles étaient au pouvoir ont contribué à gaver les capitalistes de profit, à dégrader les acquis sociaux et les conditions de vie des travailleur/se-s et à affaiblir le mouvement ouvrier, avec la complicité des réformistes qui le dirigent.

La politique du front uni signifie qu'il faut s'opposer d'une part aux orientations droitières qui consistent à s'adapter de façon opportuniste, sous prétexte d'unité, aux orientations politiques des organisations réformistes, au lieu de combattre ces orientations en montrant qu'elles cautionnent généralement le capitalisme et empêchent ou détournent les mobilisations nécessaires. Il faut mener le combat politique contre les bureaucrates, à la fois sur le plan intérieur (lutte pour l'orientation et, quand c'est possible, pour des responsabilités démocratiquement acquises) et de l'extérieur (propositions unitaires, interpellation, critique publique). Il faut enfin refuser l'exercice de responsabilités dans les syndicats et les associations quand il ne résulte pas de positions politiques ouvertement défendues et démocratiquement acquises par les votes des adhérent-e-s. De tous ces points de vue, la politique mise en œuvre par la direction et les membres de la pfU est souvent contestable.

Mais, d'autre part, il faut refuser tout autant les orientations gauchistes qui prétendent contourner les grands syndicats (et les associations de lutte spécialisées), au lieu de mener le combat politique contre les bureaucrates, à la fois sur le plan intérieur (lutte pour l'orientation et, quand c'est possible, pour des responsabilités démocratiquement acquises) et de l'extérieur (propositions unitaires, interpellation, critique publique). De même, s'il est juste de prendre l'initiative, dès que c'est pertinent, pour mettre en place des AG, des comités de base, des structures unitaires à différents niveaux, etc., il faut privilégier ce qui existe déjà en la matière, s'y investir, se lier à d'autres militant-e-s des mouvements sociaux et aux personnes qui s'ouvrent par ces canaux à la politique, même quand cela inclut des illusions. De ce point de vue, on ne peut pas suivre les orientations des courants de « gauche » du NPA, telles qu'elles s'expriment par exemple dans le bulletin du CPN en juillet : la FLO estime que « *les militants qui souhaitent construire un parti révolutionnaire n'ont rien à gagner à se lier à une gauche politique et syndicale* » (« ne se lier » avec personne, d'une quelconque façon, n'est-ce pas une belle définition du sectarisme ?) ; DR ne parle, de façon totalement lunaire (sans le moindre point d'appui dans la situation), que de rassembler… les révolutionnaires (c'est-à-dire en fait le NPA et LO – alors que les tensions sont maximales en ce moment et, de fait, DR ne propose rien de concret…) ; et

A&R, tout en semblant redécouvrir dans de nombreuses et longues contributions les classiques du marxisme, n'a apparemment rien retrouvé sur le front uni (ni sur la participation tactique de Mandel ou d'autres trotskystes historiques dont ils/elles se réclament à des partis réformistes pendant des années…) et continue donc de croire que la seule « unité » et même la « discussion large » (!) ne sont possibles qu'avec… « notre milieu » !

3) Participer comme courant(s) à la France insoumise/Union populaire

Force est de constater que, au cours de la dernière séquence électorale, la plus grande dynamique politique a clairement été du côté de la FI/Union populaire. Des dizaines de milliers de personnes, dont une proportion importante de jeunes et de néo-militant-e-s (et très peu de bureaucrates) ont participé à la campagne de Jean-Luc Mélenchon, en déployant une grande activité (meetings de masse, diffusions quotidiennes, porte--porte, réseaux sociaux…). Ces personnes ont été attirées par le programme de l'UP, en partie renouvelé, dont la qualité principale était la richesse et la précision des mesures proposées, majoritairement progressistes en elles-mêmes, concernant l'ensemble des domaine de la société, avec une attention particulière aux questions sociales, à la lutte contre les oppressions et aux impératifs écologiques. Ce programme est réformiste, car il refuse de s'en prendre au capitalisme (il n'est même pas capable d'exiger la nationalisation des grandes entreprises, hormis la renationalisation de la SNCF et d'Engie !), et il soutient globalement l'État bourgeois et ses institutions, tout en voulant lui donner une constitution plus démocratique. Mais les gens ne sont généralement pas spontanément révolutionnaires et c'est à nous, les révolutionnaires, de les convaincre que le réformisme est une impasse.

Malheureusement, le réformisme de la FI/UP l'a conduite, après la présidentielle, à rêver d'une accession au pouvoir par la voie parlementaire et à un accord avec les partis de la gauche bourgeoise, le PS et EELV, flanqués d'un PCF qui porte la responsabilité principale de l'échec de Jean-Luc Mélenchon au premier tour. Nous ne soutenons pas la NUPES, car non seulement son programme est très en-deçà de celui de la FI/UP, mais surtout elle a remis en selle les partis bourgeois de gauche au lieu de les laisser s'enfoncer dans une agonie largement méritée par la politique qu'ils ont menée pendant des années au pouvoir. C'est d'ailleurs à cause de cette alliance qu'une partie de l'électorat populaire qui avait voté Mélenchon à la présidentielle n'a pas voulu voter aux législatives. On ne saura jamais ce qu'aurait donné l'élection en cas de listes séparées, mais il est clair que la FI/UP a fait preuve d'opportunisme parlementaire et que ce coup de barre à droite a mis un coup d'arrêt à son début de dynamique dans certains secteurs populaires.

Il ne faut donc pas approuver le cadre de la NUPES, mais pousser pour que celle-ci ne soit rien d'autre qu'un intergroupe parlementaire (avec liberté de comportement de ses membres). En particulier, il faudrait que le « Parlement » de l'UP ne devienne pas Parlement de la NUPES. En revanche, nous pouvons et devons nous investir dans la FI/UP, des groupes d'action locaux à son « Parlement ». Cela permettrait en effet de se

lier à des milliers, voire des dizaines de milliers de militant-e-s, ce que rend possible le fait d'agir ensemble au quotidien quand nous sommes d'accord, tout en menant les discussions politiques pour défendre nos propositions propres, nos analyses, nos orientations et notre programme. C'est d'autant plus pertinent dans la situation que la FI/UP n'est pas un parti politique, mais un mouvement très souple, reposant essentiellement sur ses « groupes d'action » et ses réseaux sociaux, sans même un système d'adhésions et de cotisations. Autrement dit, le NPA et ses militant-e-s pourraient très bien participer aux cadres de la FI/UP sans que cela lui lie les mains d'une quelconque façon. C'est d'ailleurs le choix qu'ont déjà fait différentes organisations, comme la majorité d'Ensemble!, le POI, la tendance Révolution (section de la TMI) et la GR (section du CIO/CWI) : leurs orientations respectives sont par ailleurs nettement différentes, mais toutes savent que la participation aux cadres de la FI/UP leur permet de se construire sans que ce soit pour autant un engagement très contraignant pour elles. De ce point de vue, et indépendamment même de nos débats internes sur l'orientation, le programme et l'organisation révolutionnaire à construire, nous sommes pour que le NPA rejoigne lui aussi la FI/UP, c'est-à-dire ses groupes d'action locaux et son Parlement. Nul doute que les militant-e-s et dirigeant-e-s de la FI/UP en seraient ravi-e-s.

Mais il faut aller plus loin en assumant de poser la question d'un nouveau parti politique en France. En effet, cette question est posée par une partie des militant-e-s de la FI/UP et un tel parti répondrait au besoin de continuer à militer après la campagne électorale qu'éprouvent des milliers, voire des dizaines de milliers de ceux et celles qui l'ont menée. Après 2017, déjà, le débat a eu lieu dans la FI et beaucoup ont été déçu--s que la direction refuse de lancer le processus fondateur d'un parti, allant jusqu'à théoriser sa préférence pour « mouvement gazeux » qui revenait à empêcher la construction d'une organisation apte à agir en dehors des élections, à entraver la politisation des membres et à laisser à la direction (en fait essentiellement celle du Parti de gauche), au groupe parlementaire de la FI et à Jean-Luc Mélenchon en personne un pouvoir sans contrôle de la base (moins démocratique de ce point de vue que tous les autres partis de France, ce qui est tout de même un comble quand on prétend vouloir réformer les institutions de l'État dans un sens plus démocratique !). Or il est possible que, cette fois, la base et une partie des cadres de la FI/UP veuillent tirer les leçons des 2017-2022 et créer une véritable organisation, même s'il y aurait alors débat sur le type de structuration le plus pertinent. Nous devons nous appuyer sur cette aspiration légitime pour défendre l'idée d'un véritable « parti large », dans le sens du « parti des travailleurs » ou « parti ouvrier indépendant » que préconisait Trotsky dans les pays, comme les États-Unis, où il n'y en avait pas et qui servirait alors de cadre aux débats entre réformistes et révolutionnaires. En effet, la France (comme d'ailleurs un nombre croissant de pays) est en train de devenir un pays où il n'y a plus de parti qui se réclame des intérêts des travailleur/se-s, même en étant réformiste. Or, en l'absence d'un parti révolutionnaire, il est évident que ce n'est pas un progrès, mais une régression, qui contribue à dégrader le rapport de forces entre les classes. Si nous pouvions fonder et construire aujourd'hui un véritable parti révolutionnaire (et non

seulement une secte de plus, comme Révolution permanente), il faudrait évidemment le faire. Mais nous n'en sommes pas là et devons donc partir de la réalité des rapports de forces entre révolutionnaires, réformistes et anticapitalistes « centristes ».

Pour notre part, nous considérons qu'à ce stade il est possible et souhaitable que s'ouvre un processus de fondation d'un « parti des travailleur/s » massif, à partir de la FI/UP et à condition que ce nouveau parti reconnaisse le droit de tendances et de fractions (comme c'était le cas de la SFIO d'autrefois, comme c'est heureusement le cas au NPA, mais aussi dans le PC actuel). Autrement dit, le NPA en tant que tel pourrait rejoindre immédiatement la FI/UP, puis se battre pour le processus fondateur d'un nouveau parti, qui serait vraiment un parti de masse (et non un pseudo « parti large » comme celui que voulait la majorité de la direction de l'ex-LCR, qui a en fait abandonné les références communistes révolutionnaires et trotskystes au profit d'un programme anticapitaliste vague et d'un parti centriste en crise permanente !).

Cela ne veut pas dire que les actuels courants du NPA devraient disparaître. Dans l'immédiat, si le NPA rejoint la FI/UP sans se dissoudre, les courants du NPA peuvent très bien se maintenir, y compris sans participer eux-mêmes, s'ils ne le souhaitent pas, aux cadres de la FI/UP (c'est ce que font certains courants d'Ensemble!). Ensuite, si un nouveau parti est créé, des batailles politiques seront menées dans le processus fondateur, le NPA pourra essayer de faire adopter ses idées communes, et chaque courant pourra également défendre ses propres propositions. Si cela devenait possible, les courants actuels auraient vraiment tort de se priver d'un cadre qui leur donnerait l'occasion de convaincre non 1500 militant-e-s du NPA, mais des dizaines de milliers ! D'autant plus que cela n'empêcherait évidemment pas de pouvoir arrêter les frais et se retirer à tout moment, au cas où l'on estimerait que le jeu n'en vaut plus la chandelle ! Le NPA et ses courants n'ont donc rien à perdre, mais tout à gagner à s'investir dans les cadres de la FI/UP et à y défendre la nécessité d'un véritable parti indépendant et démocratique des travailleur/se-s.

4) Construire un courant communiste révolutionnaire dans la FI/UP

Tout en participant aux cadres de la FI/UP, nous voulons continuer plus que jamais à défendre le programme communiste révolutionnaire. Quelle que soit la forme organisationnelle pour le porter (groupe autonome, parti national, courant dans un parti centriste ou dans un parti réformiste…), il est indispensable que les révolutionnaires défendent clairement leur projet de société (le communisme autogestionnaire), des mesures précises dans tous les domaines, dont la réalisation requiert la rupture avec le capitalisme, et une stratégie qui s'appuie sur la méthode du « programme de transition », partant des revendications immédiates et montrant par la propagande et l'agitation, qu'elles ne peuvent être réellement satisfaites que par la révolution, dont par la prise du pouvoir par les travailleur/se-s (si nous voulons être marxistes et non anarchistes). Cette logique vaut à la fois pour les revendications ouvrières et sociales en général, pour les revendications féministes et antiracistes et pour les revendications écologistes, qui s'articulent dans le refus du capitalisme, base

de tous les rapports sociaux actuels, et l'alternative du communisme, que nous devons rendre vivante, audible et désirable, au lieu de la taire comme si l'on en avait honte, ou comme si les gens n'étaient pas capables de l'entendre et d'en discuter.

Tant que le NPA ne voudra ou ne saura pas mener une telle politique, il ne restera que d'une utilité limitée (quoique non négligeable dans la situation) et il ne sortira pas de sa crise, car il s'agit fondamentalement d'une crise de projet, de programme et de stratégie. Tout le reste, et notamment les problèmes d'organisation, de motivation des militant-e-s, de tensions internes entre les courants, etc., découle de cette crise structurelle et même originaire, et rien ne pourra permettre de les résoudre sans refondation révolutionnaire globale. Or, nous ne croyons plus que celle-ci soit possible dans le cadre actuel du NPA, c'est-à-dire avec ce qu'il en reste après des années de stagnation, au mieux, voire de délitement au moins partiel. Si les courants qui croient encore à cet objectif (ou qui se mettent à dire qu'ils y croient ?) font de réels pas en avant en ce sens, nous les soutiendrons évidemment. Mais les occasions passées ayant été perdues, précisément à cause de ces courants (refus de se battre pour gagner la majorité, notamment en 2016-2018), il est peu probable que l'« histoire repasse deux fois les plats » (même celle du parti !). Pour notre part, nous pensons que la refondation révolutionnaire, toujours nécessaire évidemment, ne passera pas par le cadre du NPA actuel, trop sclérosé, mais par son dépassement. Or celui-ci est justement rendu possible par ce qui se passe du côté de la gauche radicale, c'est-à-dire essentiellement de l'Union populaire/France insoumise…

Dans notre tradition trotskyste, le programme donne le contenu de l'organisation, mais la *forme* de celle-ci n'est pas fixée *a priori* : s'il n'y a jamais eu de parti trotskyste de masse, il a existé des organisations de plusieurs milliers de membres dans différents pays à différents moments, mais aucune n'a su gagner un caractère massif – et toutes ont fini par entrer en crise structurelle à un moment ou à un autre, qu'il s'agisse d'explosions ou de scléroses. Ces organisations ont elles-mêmes pu exister sous la forme de petits partis indépendants ou sous celles de fractions dans des partis réformistes ou nationalistes de gauche. La question principale et celle du programme, de l'orientation et des méthodes générales de construction et de fonctionnement. Dans ce cadre de principe, selon les moments et les pays, la question de savoir s'il vaut mieux être un petit parti indépendant ou une fraction dans un parti réformiste relève de la tactique. Il serait temps que certains courants qui se réclament du trotskysme, notamment dans le NPA, acceptent cette discussion – en commençant par réétudier l'histoire de la famille trotskyste, au sens large du terme…

En même temps, il est évidemment indispensable d'avoir conscience des risques qu'implique la participation à une organisation réformiste, qui ne peut qu'exercer une forte pression sur les courants révolutionnaires. En particulier, nous devons critiquer et combattre la politique menée par la majorité de la « Quatrième Internationale – Comité international » (avec certes des débats et contradictions internes) dans le PT brésilien jusqu'aux années 2000, dans Syriza en Grèce, dans Podemos dans l'État espagnol, etc., où la participation a souvent rimé avec compromission, puis avec capitulation devant

les réformistes, au lieu d'une véritable bataille pour gagner à la révolution des milliers de membres de ces organisations. Dans le cas de la FI/UP, contrairement à ce que fait le parti Ensemble! (notamment son courant qui se réclame de la QI-CI…), il est crucial de critiquer globalement le caractère réformiste de son programme comme le centre de gravité électoral et parlementaire de sa stratégie, qui reviennent à refuser la mise en cause le pouvoir des capitalistes et de leur État. Or cela ne peut se faire que du point de vue d'un programme clairement révolutionnaire, dont le NPA est dépourvu depuis sa fondation. Dès lors, quelle que soit sa tactique à l'égard de la FI/UP, notre parti se retrouve sans boussole dans la discussion politique avec elle et avec ses militant-e-s. C'est ce qu'a montré l'approbation très opportuniste d'un « programme partagé » au moment de la discussion avec l'UP pour les législatives – seule la présence du PS empêchant d'aboutir à un accord sur ce programme pourtant parfaitement réformiste, alors qu'une alliance tactique était certes légitime, mais seulement sur la base d'un bloc minimal de mesures d'urgence, sans renoncer à l'indépendance programmatique des révolutionnaires. Inversement, à sa petite échelle, la Tendance CLAIRE a participé à la campagne de Jean-Luc Mélenchon en critiquant point par point son programme d'un point de vue communiste révolutionnaire, et a clairement dénoncé l'alliance électoraliste de la FI/UP avec le PS et les Verts (NUPES).

En résumé, notre proposition concrète pour le congrès du NPA est triple, car elle essaie de combiner l'analyse de la conjecture immédiate, les perspectives de construction qui s'ouvrent à nous à moyen terme et la nécessité de continuer à défendre en toutes circonstances nos idées :

1. Pour la participation immédiate du NPA en tant que tel (et de ses courants qui le souhaitent, bien sûr sans la moindre contrainte) aux cadres de la FI/UP (groupes d'action et Parlement national) ;
2. Pour défendre l'idée que les cadres organisationnels de la FI/UP doivent servir de points de départ au processus fondateur d'un nouveau parti, un parti des travailleur/se-s pluraliste et démocratique (s'inspirant de la tactique du « Labor Party » préconisée par Trotsky pour les États-Unis des années 1930) ; ce parti sera certes dominé par les réformistes, mais il peut être plus ou moins à gauche selon les courants qui y participent, il peut de toute façon contribuer à dynamiser les mobilisations et à reconstruire, après 40 ans de reculs, la conscience de classe par des discussions programmatiques, stratégiques et d'orientation, où les révolutionnaires pourront défendre leurs idées ;
3. Pour la constitution d'un courant communiste révolutionnaire dans la FI/UP actuelle, puis dans l'éventuel nouveau parti, ce qui implique un processus particulier de discussion et de refondation, auquel les actuels courants et tou-te-s les militant-e-s du NPA qui le souhaitent, ainsi que d'autres militant-e-s de la FI/UP et de certains de ses courants, participeraient ; la nouveauté du processus et surtout le sang neuf militant pourraient permettre alors de rebattre les cartes et de dépasser un certain nombre de scléroses

Tendance CLAIRE, le 20 septembre 2022